

Faits Marquants de la SBSTTA 27 : Lundi 20 octobre 2025

La 27^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA 27) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) s'est ouverte lundi à Panama City, au Panama. Les délégués ont abordé des questions d'organisation avant d'entamer les discussions sur : l'examen mondial des progrès collectifs réalisés dans la mise en œuvre du Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la diversité biologique (CMB) ; les questions liées au programme de travail de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services éco-systémiques (IPBES) ; et la biodiversité et le changement climatique.

L'ouverture

Le Président du SBSTTA, Jean Bruno Mikissa (Gabon), a ouvert la réunion en soulignant que l'un des principaux objectifs était de fournir des avis scientifiques et techniques pour soutenir la préparation de l'examen mondial des progrès collectifs réalisés dans la mise en œuvre du CMB.

Notant que 55 parties ont soumis des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et 3 330 objectifs nationaux alignés sur le CMB, Astrid Schomaker, Secrétaire exécutive de la CDB, a exhorté les délégués à accélérer leurs efforts pour fournir des orientations fondées sur des données probantes afin de garantir des synergies dans la lutte contre la perte de biodiversité et le changement climatique.

Juan Carlos Navarro, Ministre de l'Environnement du Panama, a appelé à l'adoption de décisions pertinentes sur le plan politique et fondées sur la science, associées à un financement accessible et produisant des résultats concrets pour les populations et la vie sur Terre.

Questions d'organisation

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : Les délégués ont adopté l'ordre du jour provisoire ([CBD/SBSTTA/27/1](#)) et l'organisation des travaux conformément à l'ordre du jour provisoire annoté ([CBD/SBSTTA/27/1/Add.1/Rev.1](#)) et à la note de scénario ([CBD/SBSTTA/27/1/Add.2](#)).

Le Chili, au nom du GROUPE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), appuyé par l'ÉGYPTÉ, s'est dit préoccupé par le financement limité dont disposent les représentants des pays en développement pour participer à la SBSTTA 27, notant qu'il s'agit d'un désavantage évident en termes de capacités de négociation, et a demandé que les modalités de travail rendent compte de ces limitations.

Election des membres du bureau : Le Canada, au nom du GROUPE DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET AUTRES (WEOG), a proposé la candidature de Niklaus Wagner (Suisse). La Tchèque, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a proposé la candidature de Karen Khachatryan (Arménie), d'autres candidatures étant en attente. Ruliyana Susanti (Indonésie) a été élue rapporteure.

Planification, suivi, rapport et examen : examen global des progrès collectifs dans la mise en œuvre du Cadre de Budapest

Le Secrétariat a présenté les documents pertinents [CBD/SBSTTA/27/2](#), [INF/4/Rev.1](#) et [INF/5](#).

Hesiquio Benítez (Mexique), Coprésident du Groupe consultatif scientifique et technique spécial (AHSTAG) chargé de la préparation du Rapport mondial sur les progrès collectifs dans la mise en œuvre du CMB, a décrit le processus d'examen par les pairs visant à établir le plan annoté du rapport mondial. De nombreux délégués ont déclaré que le plan annoté pouvait servir de plateforme à la poursuite des discussions.

Le Zimbabwe, au nom du GROUPE AFRICAÏN, et la SUÈDE ont souligné les difficultés techniques rencontrées avec [l'outil de rapport en ligne](#) de la CDB et ont demandé qu'il soit renforcé afin de permettre un examen équilibré et inclusif. CUBA et le SOUDAN ont souligné les problèmes de connectivité qui empêchent de participer correctement aux activités en ligne de la CDB.

Le CANADA, la SUISSE, le DANEMARK, l'ESPAGNE, l'ALLEMAGNE, la SUÈDE, la BELGIQUE et d'autres pays ont proposé d'ajouter un libellé supplémentaire dans le projet de recommandation afin d'exhorter les parties à mettre à jour leurs SPANB. Ils ont en outre exhorté, avec le ROYAUME-UNI, le TOGO, le SOUDAN, la NORVÈGE et d'autres pays, à soumettre en temps voulu des rapports nationaux complets.

Le CANADA, le DANEMARK, la SUÈDE, les PAYS-BAS, l'ALLEMAGNE, la CHINE et d'autres ont demandé instamment d'aligner le plan annoté sur le libellé convenu et les directives fournies dans la décision [16/32](#) de la CDB. La CHINE, l'ALLEMAGNE et d'autres ont souligné que l'examen ne devrait pas rouvrir les discussions sur le libellé convenu ni les négociations sur de nouveaux objectifs. La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO et les FIDJI ont souligné que l'examen devrait être un processus inclusif et sensible au genre, qui inclut des preuves provenant de multiples sources.

Le JAPON et d'autres ont suggéré que le plan annoté comprenne une analyse de la mesure dans laquelle les objectifs mondiaux sont pris en compte dans les objectifs nationaux. La FRANCE a demandé que le rapport analyse clairement la mise en œuvre collective des objectifs du CMB. La SUISSE, soutenue par le DANEMARK et la HONGRIE, a souligné que l'analyse des progrès collectifs devrait inclure un résumé de l'état de mise en œuvre de chaque objectif du CMB sur la base d'indicateurs principaux et binaires.

Le JAPON et la NOUVELLE-ZÉLANDE ont insisté pour que le rapport mondial mette en évidence les mesures efficaces et les succès, en plus des défis. Le BRÉSIL a demandé une section détaillée sur les obstacles institutionnels, financiers et technologiques, ainsi que sur l'intégration effective des perspectives, des connaissances et des pratiques des peuples autochtones et des communautés locales (PACL). La NOUVELLE-ZÉLANDE, la RÉPUBLIQUE DE CORÉE et le DANEMARK ont demandé l'inclusion d'une section consacrée aux messages clés et d'un résumé à l'intention des décideurs politiques.

L'ESPAGNE a demandé l'inclusion d'un résumé concis de l'état de la biodiversité et des facteurs de perte de biodiversité. Le MAROC a suggéré d'utiliser des analyses qualitatives et quantitatives, en particulier pour mettre en évidence les succès, les défis et les besoins des pays en développement. Le ROYAUME-UNI a soutenu une analyse des défis posés à toutes les parties et des défis spécifiques posés aux pays en développement.

L'INDE, l'URUGUAY, la NORVÈGE, la FINLANDE, la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, la FÉDÉRATION DE RUSSIE et d'autres ont souligné que les données nationales, en particulier les septièmes rapports nationaux, devraient être les principales sources d'information. L'URUGUAY et l'ESPAGNE ont souligné que les bases de données mondiales ne peuvent se substituer aux données nationales, mettant en garde contre des conclusions qui ne correspondent pas aux réalités nationales. La SUÈDE, le GHANA et d'autres ont demandé instamment d'inclure les engagements et les contributions des acteurs non étatiques, notamment les Peuples autochtones et les Communautés locales, les Femmes et les Jeunes. La FINLANDE a souligné que l'objectif principal de l'examen, outre l'évaluation des progrès accomplis, est de susciter des actions pour combler les lacunes dans la mise en œuvre. La TANZANIE a indiqué la nécessité de renforcer le partage

d'informations, les bonnes pratiques et les enseignements tirés. Le BRÉSIL a souligné que l'examen doit rester facilitateur et non punitif. La NOUVELLE-ZÉLANDE a souligné que l'analyse cible par cible des progrès mondiaux devrait tenir compte de toutes les sources pertinentes, la SUÈDE, le MEXIQUE, la COLOMBIE, l'INDE, le MAROC et plusieurs autres parties faisant également référence aux savoirs traditionnels.

L'ARGENTINE a exprimé ses préoccupations concernant les contributions des acteurs non étatiques, en ce qui concerne la qualité et la fiabilité des données, la fragmentation des données et le manque de coordination, ainsi que l'affaiblissement possible de l'architecture de gouvernance de la biodiversité. La COLOMBIE a noté que les données contenues dans les rapports nationaux devraient être vérifiables et comparables. La FÉDÉRATION DE RUSSIE a proposé d'ajouter une section sur les limites, afin de signaler les informations nationales incomplètes, et a insisté pour que toutes les données mondiales utilisées soient vérifiables et pré-approuvées par les parties. Le BANGLADESH et le YEMEN ont souligné les difficultés rencontrées dans la collecte de données nationales, en particulier de données ventilées.

Le GROUPE AFRICAÏN a appelé à une analyse approfondie des ressources financières. La SUISSE a estimé qu'un compte rendu des moyens de mise en œuvre devrait être basé sur toutes les informations pertinentes et les flux financiers, la FRANCE et le DANEMARK demandant que ce compte rendu traite des rapports nationaux concernant les objectifs 18 (incitations néfastes), 19 (mobiliser 200 milliards de dollars par an pour la biodiversité à partir de toutes les sources) et 20 (ressources financières). Le BRÉSIL a souligné que les subventions ne devaient pas être confondues avec d'autres obligations financières au titre de la Convention et a suggéré, avec l'ÉGYPTE, d'inclure une analyse des coûts de mise en œuvre potentiels par objectif. La JORDANIE, CUBA et d'autres ont souligné la nécessité de prendre en compte le principe des responsabilités communes mais différenciées.

Plusieurs parties, dont le SOUDAN, la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU LAOS et DJIBOUTI, ont souligné l'importance d'analyser les lacunes en matière de financement, de transfert de sciences et de technologies et de renforcement des capacités. La BOSNIE-HERZÉGOVINE a noté que l'examen devrait tenir compte du fait que l'aide financière et technique a été fournie aux parties en temps opportun, et a souligné l'importance des processus participatifs dans la définition des objectifs et des stratégies nationales en matière de biodiversité. Le GUATEMALA a souligné que les retards pris par les pays en développement dans le respect des délais « ne reflètent pas un manque d'engagement, mais plutôt des contraintes structurelles » qui nécessitent un soutien. La TURQUIE et d'autres ont attiré l'attention sur les efforts nationaux en vue de la mise en œuvre du CMB.

L'ARGENTINE et le BRÉSIL ont noté que certains éléments, notamment les voies et mesures possibles pour surmonter les défis et soutenir la mise en œuvre du CMB, semblent ne pas relever du mandat de l'AHSTAG.

Le FORUM INTERNATIONAL DES PEUPLES AUTOCHTONES SUR LA BIODIVERSITÉ a appelé à l'intégration des systèmes de collecte de données et de suivi des PACL dans les processus nationaux et mondiaux de notification. Le CAUCUS DES FEMMES DE LA CDB, le RÉSEAU MONDIAL DES JEUNES POUR LA BIODIVERSITÉ et l'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ont proposé de permettre aux PACL, aux Femmes et aux Jeunes de contribuer à l'examen mondial, notamment par le biais d'un dialogue technique informel multipartite et par la transmission de leurs contributions à l'AHSTAG.

Le Président Mikissa a créé un groupe de contact pour poursuivre la discussion. Le groupe s'est réuni dans la soirée pour examiner les principales préoccupations exprimées par les délégués et déterminer la marche à suivre.

Questions liées au programme de travail de l'IPBES

Luthando Dziba, Secrétaire exécutif de l'IPBES, a réaffirmé l'engagement de l'IPBES à soutenir la CDB et d'autres conventions liées à la biodiversité en renforçant l'interface entre la science et la politique, afin de rendre les résultats scientifiques plus accessibles aux décideurs politiques.

Le Secréariat a présenté les documents pertinents [CBD/SBSTTA/27/3, Add.1, Add.2 et Add.3](#). De nombreux délégués ont salué le travail de l'IPBES, notamment les évaluations thématiques et le résumé à l'intention des décideurs politiques des évaluations Nexus et Transformatrice Change. Beaucoup ont félicité l'IPBES pour avoir intégré de multiples disciplines scientifiques et les savoirs autochtones et locaux, soulignant l'importance de communiquer efficacement les résultats à toutes les échelles et à toutes les parties prenantes.

Le Malawi, au nom du GROUPE AFRICAÏN, du CANADA, du DANEMARK, de la COLOMBIE, de l'INDONÉSIE et d'autres pays, a appelé à une collaboration renforcée entre la CDB, l'IPBES et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, et a attiré l'attention sur les synergies

entre le climat, la biodiversité, la santé, l'agriculture et d'autres domaines.

Plusieurs parties ont souligné la nécessité de combler le fossé entre la science et la politique. Le CANADA et l'ISLANDE ont appelé à ajouter des mesures concrètes dans le projet de recommandation, tandis que la SUISSE a proposé de compiler les points de vue et les expériences des parties et des parties prenantes dans l'application des principes de Nexus et de Changement transformateur lors de la mise en œuvre du CMB. Le GROUPE AFRICAÏN a appelé à une représentation plus forte des experts africains. La FÉDÉRATION DE RUSSIE a insisté sur la nécessité de diversifier les auteurs et les experts. La MALAISIE a demandé que les activités relatives à la gestion des données et des connaissances soient guidées par les principes d'accès et de partage des avantages.

Le GROUPE AFRICAÏN, l'AFRIQUE DU SUD, l'INDE, la FÉDÉRATION DE RUSSIE, le GHANA, l'ÉGYPTE, la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, le JAPON, la NORVÈGE et le MAROC ont appelé à des recommandations simples, claires et applicables afin de faciliter leur adoption dans les contextes politiques nationaux.

Le DANEMARK, la SUÈDE, l'ESPAGNE, les PAYS-BAS, l'ALLEMAGNE, la NOUVELLE-ZÉLANDE, la TCHEQUIE et d'autres ont soutenu le projet de recommandation avec des amendements visant à renforcer la valeur des résultats de l'IPBES. Le CAMEROUN a demandé que le projet de recommandation salue les deux prochaines évaluations méthodologiques entreprises par l'IPBES, sur le suivi de la biodiversité et des contributions de la nature aux populations et sur l'aménagement du territoire intégré tenant compte de la biodiversité et la connectivité écologique.

Le GUATEMALA et le SURINAME ont souligné que le changement transformateur nécessite un financement, une assistance technique et un renforcement des capacités pour les pays en développement. Le DANEMARK, le ROYAUME-UNI, l'ALLEMAGNE et d'autres ont appelé à intégrer les résultats de l'IPBES dans les centres de soutien régionaux et sous-régionaux afin de mettre en œuvre le CMB.

L'ARGENTINE a mis en garde contre le fait que le rôle scientifique et technique croissant de l'IPBES par rapport à la CDB « fausse la fonction du SBSTTA ».

Les observateurs ont appelé à l'inclusion de références aux Peuples autochtones, aux Communautés locales, aux Femmes et aux Jeunes, ainsi qu'aux titulaires de droits dans le projet de recommandation.

Le Président du SBSTTA, M. Mikissa, a indiqué qu'un document de séance serait élaboré pour examen ultérieur.

Biodiversité et changement climatique

Le Secréariat a présenté les documents pertinents [CBD/SBSTTA/27/4, INF/8 et INF/11](#). L'Afrique du Sud, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a demandé au Secréariat d'inviter les parties à examiner le « Supplément élargi aux directives volontaires pour la conception et la mise en œuvre efficace d'approches éco-systémiques de l'adaptation aux changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophe », notant que de nombreux pays africains n'avaient pas pu participer correctement à la consultation en ligne en raison de difficultés techniques. L'ÉGYPTE a salué le supplément aux directives volontaires et la poursuite de la coopération avec la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le DANEMARK a salué la feuille de route à plusieurs niveaux décrivant une approche progressive pour renforcer la cohérence des politiques et la coopération entre les conventions de Rio.

Dans les couloirs

Se réunissant à un moment difficile, marqué par de multiples pressions sur les institutions multilatérales et la science, les interventions d'ouverture de la 27e session du SBSTTA ont souligné l'importance de revoir la mise en œuvre du CMB et le rôle crucial des preuves scientifiques solides à cette fin. En milieu de matinée, les délégués étaient déjà entrés dans le vif du sujet afin de fournir une base solide pour mesurer les progrès en cours dans la mise en œuvre du CMB. Si beaucoup ont salué le travail en cours, plusieurs ont fait des propositions visant à renforcer le processus d'examen et à remédier à ses limites.

Un délégué a, par exemple, déploré que le plan annoté qui servirait de base à l'examen mondial ne recueille que des informations sur le « quoi », c'est-à-dire sur l'état de la mise en œuvre du CMB, et non sur le « pourquoi » ou le « alors quoi », c'est-à-dire une compréhension plus approfondie des obstacles à la mise en œuvre et des mesures nécessaires pour y remédier. Dans le même ordre d'idées, de nombreux délégués ont souligné les défis auxquels sont confrontés les pays en développement, indiquant que les retards dans la soumission des rapports nationaux ou des SPANB ne reflètent pas « un manque d'engagement », mais plutôt « une limitation structurelle », le financement insuffisant étant une préoccupation récurrente.